



© F. BLANC

L'éditorial d'Yves Veyrier

Secrétaire général @YVeyrier sur Twitter

FO

MOBILISÉS POUR LA SANTÉ AUJOURD'HUI, POUR L'ÊTRE AUTANT DEMAIN

Nous entrons dans la quatrième semaine de confinement. En temps normal, nous serions au début des congés de printemps, par rotation académique. Si « *le confinement implique de renoncer à ses vacances* », sous peine de sanction, dans le même temps pourtant la pression à la reprise d'activités non essentielles augmente. En cohérence avec les consignes répétées du confinement, FO soutient de limiter le travail en présentiel, sur place, aux activités essentielles, répondant aux besoins indispensables de la population.

Les adhérents, militants et responsables des syndicats FO sont mobilisés, en ce sens, soit directement sur le terrain en tant que salariés, soit en relation avec leurs collègues salariés. Leur préoccupation constante est de

s'assurer des moyens requis pour la sécurisation de la santé des salariés concernés. Le reste peut et doit attendre. Il s'agit de freiner au plus vite le Coronavirus et ainsi de soulager les services hospitaliers.

Et pour cause, si l'on espère en voir se produire les premiers effets avec le ralentissement des entrées aux urgences et des cas de décès, signes du ralentissement de la contagion, la situation demeure incertaine et extrêmement tendue dans les services hospitaliers.

Bien que nous soyons loin de voir, avec un degré relatif de confiance, l'issue de la crise sanitaire, on voit maintenant venir aussi les interrogations, les réflexions ou encore les propositions pour l'après.

Des journalistes interrogent, y compris sur le devenir de certaines réformes, dont celle des retraites !

Le président de la République lui-même a invité, le 12 mars, à « *interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour* », poursuivant en affirmant que « *la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux* », et encore, « *qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* ».

**On mesure
à quel point
nos systèmes de
sécurité sociale
nous protègent**

Quelques jours plus tard, il ajoutait « *que toutes les réformes en cours seraient suspendues, à commencer par la réforme des retraites* ».

À FO, on ne s'abreuve pas de paroles.

L'après dépendra beaucoup de la façon dont sera gérée la crise.

Autant étaient indispensables la mobilisation massive de l'activité partielle et du télétravail, comme les mesures complémentaires appelées par FO (indemnisation chômage, saisonniers, intermittents, travailleurs indépendants, salariés du particulier employeur...), autant nous avons dit au président de la République, quand il a reçu les interlocuteurs sociaux, notre opposition aux ordonnances permettant aux entreprises de déroger au temps de travail, de repos et au repos dominical.

Comme nous avons appelé à des mesures coercitives pour interdire le versement de dividendes et imposer que la priorité soit de consacrer les bénéfices à l'investissement, immédiat pour la santé et à venir pour protéger l'activité et l'emploi. Ou encore en revendiquant la mise en place d'une fiscalité spécifique sur les hauts revenus et la spéculation.





© F. BLANC

L'éditorial d'Yves Veyrier

Secrétaire général @YVeyrier sur Twitter

FO

MOBILISÉS POUR LA SANTÉ AUJOURD'HUI, POUR L'ÊTRE AUTANT DEMAIN

L'après dépendra aussi de l'état d'esprit dans lequel seront projetées les politiques nécessaires. On mesure à quel point nos systèmes de sécurité sociale nous protègent par comparaison avec la situation d'autres pays, comme les États Unis où les salariés se retrouvent aujourd'hui à la fois massivement au chômage et sans assurance santé et retraite.

L'apaisement immédiat demandait à tout le moins que soit annoncée la suspension des réformes, à commencer par celle des retraites, à l'opposé de l'attitude incompréhensible et inacceptable du gouvernement le 29 février quand, en pleine crise sanitaire, il décidait le 49-3.

Mais, pour FO, il faudra aller tout de suite au-delà. Notre position demeure celle de l'abandon de ce projet de réforme pour que l'on puisse revenir à la consolidation et à l'amélioration de notre système d'ensemble de la Sécurité sociale, de la santé aux retraites en passant par l'Assurance chômage. Sur l'Assurance chômage, nous demandons d'ailleurs de revenir à la convention négociée en 2017, qu'il sera alors temps d'améliorer.

En temps de crise, nul ne conteste que l'on rompe avec les visions strictement comptables qui, depuis trop longtemps, ont réduit le service public à une dépense. Il ne serait pas compris qu'on en revienne aux politiques de rigueur, dont la seule aune est celle des intérêts financiers, se traduisant par les réductions d'emplois, de moyens et les fermetures de services, par des réformes contestées, à l'image de la « *transformation de la fonction publique* ».

Et, nous l'avons dit souvent ces derniers jours et dernières semaines : il faudra engager un grand plan de reconsidération, de revalorisation de tous ces métiers, dont trop nombreux ne

voyaient pas le rôle indispensable pour la société. FO avait déjà lancé une campagne en faveur des métiers de services à la personne dans leur ensemble, dont les assistantes maternelles, l'aide aux personnes âgées et handicapées, particulièrement mobilisés. Cela doit être élargi à bien d'autres : les agents d'entretien, des entreprises de nettoyage, de sécurité, les salariés des transports et de la logistique, du commerce, du déchet...

Pour ce qui concerne l'activité et l'organisation de l'économie, nous avons souvent mis en garde contre les modalités dérégulées de la mondialisation, n'ayant comme finalité que les profits au prix du moins-disant social et environnemental. Bien sûr se pose et se posera plus fortement encore la nécessité de renouer avec une stratégie en matière industrielle permettant de garantir la production des biens et services indispensables, à commencer en matière de santé et d'alimentation.

Nous savons que demeureront les risques, associés au changement climatique ou à l'impact du numérique. Nous y sommes attentifs depuis longtemps et le demeurons.

Des dispositions coordonnées d'urgence, respectant les droits sociaux avec un rôle plus efficient de l'Organisation internationale du travail, doivent être prises. Nous avons d'ailleurs rappelé qu'au sortir de la Première Guerre mondiale avait été fondée l'OIT et, avec elle, affirmés la liberté syndicale, le rôle de la négociation collective et adoptée la première convention internationale du travail fixant la durée maximale hebdomadaire à 48 heures !

Dans l'immédiat, FO, ses adhérents, militants et syndicats sont mobilisés pour la santé et l'emploi des salariés face à la crise sanitaire.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr